**Exemples d’effets négatifs ou imprévus dans un projet ou programme de développement**

Les témoignages ci-dessous sont extraits d’une réponse à un exercice de la formation en ligne « concevoir et mettre en place un système de suivi et évaluation ». Ces réponses anonymisées ont été collectées entre 2019 et 2022.

L’intitulé de la question est le suivant :

Parmi les critères du CAD figure l’impact définit comme : “*l’appréciation de tous les effets du projet sur son environnement, aussi bien positifs que négatifs, prévus ou imprévus, sur le plan économique, social, politique, écologique*”.

**Auriez-vous un exemple d’effet négatif ou imprévu d’un projet, programme ou mesure sur son environnement ?**

1. **Développement des infections sexuellement transmissibles**

Il s’agit d’un projet qui consistait à ouvrir une voie dans un grand bassin de production agricole. La route a certes eu pour effets positifs de rapprocher les producteurs du marché, de revaloriser le prix de leurs produits, …, mais il a aussi eu pour effets négatifs de développer des infections sexuellement transmissibles avec l’augmentation des mouvements de population entre la zone antérieurement enclavée et la ville.  Autant sur le plan économique, le projet a eu des effets positifs, autant sur le plan social, le projet a eu des effets néfastes qui n’avaient pas été anticipés.

*Urbain*

## Risque de dislocation des liens familiaux

Notre organisation encourage l’auto-développement par la promotion des groupements d’épargne et crédit dans les milieux défavorisés. Nous avons la conviction qu’une fois les besoins fondamentaux satisfaits, les communautés locales peuvent participer dans la prise de décisions les concernant et fournir leur apport dans la gestion des affaires et ressources du pays. La plupart des groupements que nous avons sont constitués de femmes (plus de 60%) et avec leur autonomie financière, leurs maris se plaignent du fait qu’ils n’ont plus de pouvoir sur elles car ne dépendant plus d’eux. Avec cette autonomisation qui en principe est une bonne chose, nous risquons d’être confrontés au problème d’augmentation de cas de divorce et dislocation de liens familiaux. Pour prévenir ce risque, nous envisageons l’organisation des sessions de formation sur la prévention des violences basées sur le genre et la mise en place d’un système de coaching au sein des ménages.

*Gloria*

## Dépendance à l’assistance, développement de la criminalité, création d’ONG factices

Lors de l’évaluation du programme d’assistance alimentaire, j’ai pu constater que l’impact à long terme n’était pas positif dans la mesure où les bénéficiaires ont développé une « dépendance à l’assistance ». Malgré la mise en place de programmes parallèles pour aider les bénéficiaires à développer l’agriculture de rente (don de matériel, formation à la production de cultures vivrières, etc.), le commerce ou l’élevage, de nombreux ménages « préfèrent » recevoir l’assistance alimentaire.

Dans certains villages, l’assistance a favorisé le développement de la criminalité (vol, braquages).

Dans le cadre d’un autre programme en rapport avec la protection des droits des enfants au Cameroun, nous avons constaté la création d’ONG factices qui se servent du malheur des enfants pour s’enrichir.

*Edith*

## Séparation des familles

Biraturaba exécute des projets avec une approche « SILC : Saving and Internal Lending Community » ou CECI : Communauté d’Epargne et Crédit Interne. Avec cette approche, les communautés à la base, sur bases des critères déterminés, se structurent en de groupements où les membres épargnent et s’octroient des crédits. Il arrive des cas où quelqu’un adhère dans plus d’un groupement et demande des crédits dans tous les groupements où il est membre. Quand il ne parvient pas à rembourser, il juge bon laisser sa famille et aller vivre ailleurs. L’impact négatif se trouve en ceci : à côté du développement socio-économique des communautés, il y a séparation des familles.

*Emmanuel*

## Erosion et dégradation de l’environnement

Dans le cadre de la construction du réseau fibre optique pour l’interconnexion du Congo et du Gabon, à certaines zones, les travaux ont été réalisé avec la trancheuse nécessitant en amont le terrassement. Cela a engendré des pistes servant de route pour les villageois certes. Mais en retour, ces mêmes pistes ont entraîné des fortes érosions qui ont affecté l’environnement. Heureusement que le Projet a déployé les moyens pour réparer l’environnement.

*Agnes*

## Crise de chenilles légionnaires et dévastation de plantations

Oui. Je préfère parler d'imprévu. En 2016, le gouvernement provincial du Haut Katanga, région dans laquelle je vis, au sud de mon pays (RDC), lance un projet agricole censé stimuler la production de maïs, principal aliment de base de la région. L'action semble spontanée et ne mobilise pas assez les experts en agronomie ou agriculture. Arrive une crise de chenilles légionnaires qui dévastent d'importantes plantations, si bien que le projet entame sa descente aux enfers. Les autorités n'ont pas anticipé cette éventualité, d'une catastrophe naturelle du genre pourtant prévisible. Il n'y a pas eu (à la rigueur) de réponse à cette crise.

*Didier*

## Vulgarisation d’une variété non comestible et hausse de la malnutrition

Au cours des années 2000 la faculté des sciences agronomiques du Bénin a réussi à mettre sur pieds une plante de niébé à haut rendement. Un projet s’est chargé de vulgariser cette variété sur toute l’étendue du pays. La réussite fut impressionnante la première année. Cependant il a été noté des poches de malnutrition dans les différentes zones de forte production. Les investigations ont révélé que la nouvelle variété n’avait pas de feuille comestible contrairement à l’ancienne.

*Nicaise*

## Répercussions des projets d’industrialisation, routiers et miniers sur les plans sociaux, économiques et environnementaux

Pour mieux élucider cette question, il serait important de citer les effets des projets d’industrialisation, routiers et miniers qui ont des répercussions sur les aspects suivants :

* Sur le Plan social : désorganisation sociale, atteinte aux mœurs et coutumes, les valeurs et normes ne seront pas forcément respectées par les étrangers qui sont venus d’ailleurs.
* Sur le plan économique : la cherté de la ville, on assistera à une certaine inflation des prix sur le marché
* Sur le plan environnemental : les activités dans ce domaine peuvent contribuer à la dégradation de la nature.

Au regard de toutes ces considérations, un évaluateur doit être regardant sur ces différents aspects.

*Demba*

## Manque de contrôle et ruptures de ligne

En tant qu’exploitant dans la société d’électricité de mon pays, j’ai un cas à exposer.

Résumé : il s’agit du projet de construction de la ligne 225 kV Bobo-Ouaga longue de près de 300 km reliant les 2 grandes villes du Burkina. Après son inauguration en décembre 2009 et son exploitation des incidents récurrents sur ladite ligne sont survenus à la suite de rupture de manchons (“manchons est un dispositif qui relie 2 conducteurs pour en faire 1, c’est une sorte d’épissure mais spéciale pour les câbles électriques”). je signale que la ligne en question permet le transit de puissance de Bobo vers Ouaga à hauteur de 35% des besoins de Ouaga. sur les 9 années d’exploitation de la ligne (2010 à 2018) on note plus d’une dizaine de ce type de panne occasionnant un déficit énorme de puissance à la capitale et par conséquent un système de délestage de consommation. les réceptions provisoire et définitive sont effectuées. le délai de garantie est échu. la zone sujet aux pannes est connue, Après quelques questionnements et des approches auprès de certains acteurs et analyse de la situation, il ressort que l’entreprise qui a exécuté les travaux n’a pas été contrôlé dans certaines de ces réalisations. notamment le tirage des lignes ne serait pas fait correctement. en début et bout de ligne tout est propre mais vers le milieu il y a eu plusieurs manchons et la réalisation de ces manchons ne serait pas bien faits ni avec des équipements de qualité. En attendant de résoudre le problème, les projets qui ont suivis ont été connus une autre approche. aux différentes phases, le personnel en charge de l’exploitation de l’ouvrage (lignards pour les lignes haute tension) est mis à contribution pour les visites de chantier. Cela semble avoir résolu une partie du problème. Mais il en faut plus car bien souvent entre le coordonnateur de projet et la hiérarchie des exploitants ainsi que l’ingénieur conseil, il y aurait des points de vue à harmoniser au fur et à mesure.

Je passe sous silence les indemnisations des propriétaires terriens qui après coup revienne à la charge avec des plaintes (allocation jugée faible, besoin de terre à cultiver, etc).

Autre chose non moins important c’est le baptême du site d’implantation du projet. trop souvent le nom de la commune prime sur celui du village abritant le site. et les populations en font un problème qui pour certains cas impactent sur le délai.

*Abdoulaye*

## Barrières au programme

Lors d’une évaluation du PIDMA (Projet d’Investissement et de Développement des Marchés Agricoles), il était question d’évaluer les effets auprès des bénéficiaires qui devaient se regrouper en coopérative pour bénéficier de l'accompagnement du PIDMA. Pour bénéficier de cet accompagnement, il fallait que les coopératives montent un business plan cohérent et bancable. Pendant l’évaluation nous avions constaté que c’était un exercice très compliqué pour les coopératives qui sont constitués de paysans vivant en zone rurales et l’objectif de financement n’avait pas été atteint par le Projet.

En effet, demander aux populations rurales dans un pays comme le Cameroun de monter un business plan pour bénéficier d’un financement, est en inadéquation totale avec l’objectif même du projet qui est d’augmenter la production de ces derniers. Du coup, le programme se retrouve avec une sous consommation de l’enveloppe et des agriculteurs qui continuent de produire à très faible quantité.

*Eric*

## Marginalisation et augmentation des prises de risque

Le resserrement des politiques sécuritaires, notamment en matière de migrations et de politiques drogues, génèrent – dans ma perceptions – des effets très négatifs en termes de marginalisation des personnes et de leurs comportements et des prises de risques graves et inutiles. Le coût humain et sanitaire de ces politiques est très élevé. Si ces coûts étaient autrement pris en compte dans les études d’impacts peut être que les orientations politiques en matière de sécurité seraient différentes.

*Mira*

## Déconnexion entre perception et capacités réelles

La mise en œuvre du Plan stratégique 2012-2016 de l’OCADES Caritas Burkina a généré des effets négatifs. On peut citer la Perception de l’OCADES comme une ONG riche. L’on peut affirmer que l’OCADES est victime de son succès car elle est perçue, aussi bien à l’intérieur qu’à l’extérieur de l’Eglise catholique, comme une ONG riche, disposant de grands moyens pour résoudre les problèmes des populations. En conséquence, les sollicitations fusent de tous les côtés et l’organisation du mal à faire comprendre aux ‘’sollicitants’’ qu’elle ne dispose pas des moyens nécessaires pour satisfaire toutes les demandes.

*Roamba*

## Non utilisation de pompes villageoises

Un projet d’installation de pompes villageoises dans un village (en plein centre du village) pour permettre aux habitants de bénéficier de l’eau de source (saine) contrairement à l’eau du fleuve qui était responsable de maladies.

effet imprévu : non utilisation des pompes villageoises

raison : non prise en compte des facteurs sociaux dans l’élaboration du projet (cohérence, acceptabilité).

En effet, le fait de se diriger vers le fleuve chaque matin permettaient aux femmes d’échanger loin du regard de leurs hommes (très importants à leurs yeux).

Aboubacar

## Augmentation du coût formel des transactions foncières

De mon lieu, tenant compte de la situation foncière du pays (Haïti), le seul impact négatif que j’ai pu identifier concerne le coût formel des transactions foncières qui devront impérativement augmenter en raison de l’introduction de matériels et d’équipements modernes (GPS, capacité de se connecter sur un réseau GNSS/CORS) dans la délimitation des parcelles, et de la modernisation du système foncier en général dont la maintenance nécessitera d’important investissements. De ce fait, le demandeur de services foncier se verra transférer, en tout ou en partie, l’ensemble de ces coûts.

J’ai parlé de coût formel de transaction plus haut parce que la précarité du système foncier Haïtien donne lieu à une féroce insécurité foncière et est une source de corruption qui font des plus faibles les principales victimes du système foncier Haïtien.  Ce n’est pas par hasard que le programme dans lequel je travaille a été baptisé : « Programme de Sécurité Foncière en Milieu Rural ».  Haïti vit une insécurité foncière grandissante qui limite les investissements, donc ses capacités de se développer.

*Gerald*

## Réalités sociologiques non prises en comptes au moment de l’instruction du projet

La plupart des projets évalués ont eu des effets perceptibles. ils arrivent quelques fois que les effets soient mitigés. dans un projet sur la résilience alimentaire à Djibouti, nous avons constaté que les effets attendus en termes de pratique de l’agriculture n’ont pas été atteint car les réalités sociologiques que veulent que les femmes ne pratiquent pas l’agriculture dans ce pays n’avait pas été prise en compte dans l’instruction du projet.

*Luc*

## Réorientation politique et totale inaction

Nous avons mené un projet de réconciliation nationale dont la base line a été ignorée et les résultats -recommendations utilisés pour ne pas prendre les décisions attendues et souhaitées par la base. Une évaluation externe du projet a, pour des raisons politiques, recommandé une réorientation du projet qui a abouti à une totale inaction.

*Oumar*

## Revente des équipements et dépendance des jeunes aux projets

Dans le Nord du Mali, précisément à Gao, le PNUD avec l’appui financier de la Norvège a initié avec le Ministère de la Jeunesse et de l’Emploi du Mali, le projet d’insertion socioéconomique des jeunes.

Ce projet a été mis en place pour soutenir les personnes vulnérables suite à la crise multidimensionnelle qui éclaté en 2012 au Mali.

L’objectif était de contribuer à l’autonomisation économique des jeunes en leur permettant de suivre une formation professionnelle dans le métier de leur choix et en les dotant d’équipement nécessaires pour démarrer une activité économique.

Au bout de 4 quatre ans de mise en œuvre, environ 30% des jeunes bénéficiaires sont devenus dépendant des projets. Ils ne se sont pas autonomisés, mais, ont vendu les équipements reçus. Ils ont passé le temps à passer de projet en projet.

Cet état de fait s’expliquait par un manque de suivi du fait de l’insécurité (le personnel du projet était interdit d’accéder à certaines zones dites dangereuses pour les Nations-Unies), manque de concertation entre les acteurs de différents projets exécutés dans la même zone.

L’effet négatif était donc la dépendance des jeunes des projets.

*Moumine*

## Blocage général du projet

J'étais en charge d’un projet qui portait sur des questions de sécurité en Afrique du Nord et au Sahel. Il était écrit dans le texte du contrat que l’un des objectifs du projet était de prévenir des incidents terroristes. Cela a été considéré par l’un des pays partenaires comme de l’ingérence sur des thématiques de défense nationale et a provoqué un blocage général du projet et de nos activités.

*Carlos Santana*

## Suppression d’une contribution et augmentation du nombre de patients non observants

Si je prends l'implémentation des structures luttant contre le VIH en Côte d’Ivoire, dans mon service au CHU de Yopougon il y’avait une unité spécialement dédiée aux patients vivant avec le VIH, qui suivait ces patients et administraient le traitement.

Le traitement était subventionné par les bailleurs de fond telle que le programme du président américain G. Bush avec une file active de près d’un millier de patient à l’époque (près de 5000 à ce jour dans mon service).

Les américains fustigeait lors des séances d'évaluation le fait que les patients déboursent à l'époque 500 Fcfa (8 centimes d’euros) comme participation aux frais de prise en charge. Cette cagnotte permettait d’intéresser les médecins qui prenaient sur leur temps pour s’occuper en plus de leurs patients personnels, ceux vivant avec le VIH. D’autre part pour lutter contre la croyance chez les africains qui dit que ‘**tout ce qui est gratuit n’est pas efficace**’.

La suppression de cette petite contribution a fait augmenter le pourcentage de patient VIH non observant et le désintéressement des médecins et autres personnel médical à la prise en charge des patients vivant avec le VIH au CHU de Yopougon.

*Alassan*

## Effets de la gratuité

Nous prenons pour exemple en termes d’effet imprévu de certaines politiques publiques le taux de natalité à augmenter dans le cadre la politique de la gratuité des soins pour les enfants de 0 à 5 ans et les femmes enceintes dans beaucoup de régions frontalières du pays du fait de la ruée des femmes venant des pays voisins du Burkina Faso ou cette gratuité n’est pas appliquée. Aussi cette politique de gratuité a créé beaucoup d’attitudes d’assistanat chez les populations qui ne veulent plus débourser un sou pour les médicaments pendant les périodes nombreuses ruptures en molécules et le revers est que ces populations fréquentent plusieurs centres pour faire des stocks en médicaments ce qui aggrave encore les ruptures.

*Moussa*

## Exploitation de phosphates, pollution et problèmes de santé publique

L’exploitation de phosphates est l’une des plus importantes activités économiques du Togo. Cette activité a démarré depuis 1951. Cette activité a entraîné des effets négatifs considérables sur l’environnement économique, social, politique, écologique. En effet, ce projet a occasionné le déplacement de plusieurs centres de peuplement et la suppression des milliers d’hectares de zone de culture. Le mode d’exploitation du minerai a dénaturé complètement le paysage. Les mouvements importants de terre dans les carrières à ciel ouvert ont laissé en place des monticules géants et stériles et des crevasses. Il a occasionné également la pollution de l’air par les rejets de particules poussiéreuses lors du traitement, la pollution de l’eau de mer par le rejet des déchets issus du lavage du minerai. La contamination de l’écosystème marin par la pollution de l’eau de mer est source de problèmes de santé publique dans la zone du projet. Si le problème de dégradation des terres est aujourd’hui résolu en partie par le remblai des excavations au fur et à mesure de l’exploitation, les problèmes de pollutions et de santé publique demeurent.

*Komi*

## Remise en cause des façons d’agir et création de forts conflits internes

Prenons un exemple d’accompagnement dans une entreprise dont l’objectif est d’améliorer la prévention des risques et les conditions de travail pour les collaborateurs sur les chantiers (BTP). Pour cela, nous mettons en place une démarche “culture prévention”. Lors de cette démarche nous formons toutes les strates de l’entreprise puis nous les accompagnons dans la mise en œuvre avec des ateliers pratiques.

Les résultats directs des formations sont pour la plupart du temps positif et source de remise en cause constructive. Cela dit, lors de celles-ci, les responsabilités pénales et civiles des acteurs de l'entreprise sont rappelées, ce qui peut remettre en cause rapidement les façons d’agir habituelles et ainsi créer de forts conflits au sein de l’entreprise. Le dernier en date concernait, par exemple, un conducteur de travaux qui avait demandé à son chef d’équipe d’intervenir sans protections collectives, deux jours après la formation. Celui-ci a refusé et en exprimant une forte colère et en remettant en cause la démarche globale de l’entreprise.

L’évaluation et le retour d’expérience nous permettent de mieux anticiper ce type de situation. Dans l’avenir, nous améliorerons cette phase de préparation des acteurs de l’entreprise afin de limiter au maximum ce type d’impact négatif.

*Julien*

## Incivisme

   a. EFFET IMPRÉVU

Pour la construction de la corniche à Brazzaville, le gouvernement avait placé des grosses pierres lacées afin de prévenir des érosions tout autour des abords des pentes et des terres fragiles. Malheureusement, après plus d'un an de fréquentation de la corniche, il y a eu vol de ces pierres par des jeunes inciviques et ce qui a provoqué un risque d'érosions, on dira même un début d'érosion. Il a fallu que l'Etat décaisse encore des fonds pour faire face à cette situation pas facile en plein crise économique et financière.

     b. EFFET NÉGATIF

Le projet de construction des puits d'eau dans certains villages a connu tellement du succès qu'il y a eu des inciviques qui partaient faire leurs selles et urines dans les environs. Ceci a eu comme conséquence, l'infection de l'eau du puit et à créer des maladies auprès des personnes qui puisaient cette eau avant que les mesures soient prises un peu plus tard.

*Lina*

## Réduction des achats locaux et augmentation de la natalité

Une distribution de coupons alimentaires qui 1) décourage le travail 2) a des effets négatifs sur la production agricole locale, les produits achetés avec les coupons étant à 90% des produits importés.

Des programmes de soutien aux femmes enceintes et allaitantes qui ont pour conséquence d’augmenter la natalité.

*Marie Liesse*

## Discussions dans les foyers, bagarres et divorces

L’effet négatif ou imprévu en question identifié lors ce projet est centré sur les présumés foyers qui montrent une réticence majeure face à l’introduction des implants et autres médicaments contraceptifs qu’ils jugent contraire à leur culture et religion tout en ignorant les effets positifs sur la santé reproductive de la jeune femme. Les discussions dans les foyers ont entraîné des bagarres observées dans certains foyers qui ont conduits parfois divorces.

Des contres sensibilisations sur l’utilisation des préservatifs ont été observés dans certains ménages. Ceci était une véritable barrière dans la sensibilisation pour la lutte contre le VIH pourtant le Lac Tchad est une Région à prévalence élevée XXX du VIH.

## Impacts négatifs multiples

Le cas précis ici peut s’illustrer avec l’arrivée massive des réfugiés centrafricains au Sud du Tchad ou des impacts négatifs ont été constaté à court et long terme sur les sites abritant les réfugiés centrafricains dans les années 2013-2014. Lors de la mise en œuvre d’un projet d’urgence d’assistance en sécurité alimentaire, les impacts négatifs constatés sur l’environnement d’une manière générale sont :

* Occupation des surfaces agricole : défrichement, déboisement des forêts claires ;
* Accaparement des sols par les autorités locales au profit des réfugiés (installation des camps, agriculture, espace pour l’élevage des ruminants) ;
* Naissance des conflits autour du foncier entre les autochtones, allogènes et réfugiés ;
* Cas de banditismes (braquage, vols à main armé, vol de bétail) observés dans les communautés réfugiées ;
* Dépravation des mœurs au niveau de la communauté autochtone ;
* Dissémination du VIH dans les communautés autochtones et réfugiés

## Vente de tests gratuits

Lors de l’évaluation d’utilisation d’intrants de labo, dans un projet de VIH, nous nous sommes rendus compte de l'incohérence entre les nombres des test rapide VIH données et du rapportage dans les canevas de rapportage. Certains prestataires pouvaient rapporter :

Test reçus : 1000

Testés :  760

Tests restants : 100

Le prochain mois, ils reçoivent 1000 tests mais la somme fait 1100 tests au lieu de 1240.

En fouillant, on se rend compte que certains prestataires vendent ces tests censés être gratuit aux centres de santé n’ayant pas signé un contrat avec une des structures de prise en charge.

*Moussa*

## Bilan carbone des projets de développement

L’enjeu pour les projets de développement, et d’autant plus ceux qui cherchent à promouvoir des pratiques pour davantage de résilience, d’adaptation au changement climatique, de protection de l’environnement, est l’impact de la mise en œuvre du projet sur l’environnement / impact écologique. Utilisation de 4x4, avions, groupes électrogènes, peu de recyclage, etc. Ces questions entrent rarement dans le spectre d’évaluation du projet (bilan carbone).

*Marika*

## Des outils inutilisés car non adaptés au contexte local (mettre la charrue avant les bœufs)

En vue d’améliorer la résilience des producteurs aux changements climatiques, le projet a fait la promotion d’une technologie qui est l’agriculture de conservation attelé (CF Attelé) à l’aide de Ripper. Il a procédé à l’implantation des champs de démonstrations qui ont permis aux producteurs de constater la contribution de la technologie à l’augmentation des rendements agricoles dans la zone d’intervention. Ensuite des subventions ont été accordées aux producteurs pour faciliter leur accès au Ripper. Cependant après une année de mise en oeuvre la majeure partie des producteurs bien qu’ils reconnaissent l’utilité du CF attelé ne l’a pas appliqué parce que leurs animaux ne supportent pas la traction du Ripper.

*Amsa*

## Transferts sur l’économie locale mais restriction de l’accès aux soins

1. **Effet positif imprévu :**

Lors de la mise en œuvre du projet de transferts sociaux conditionnels vers les femmes enceintes pauvres, nous n’avions pas prévu l’effet positif de tels transferts sur l’économie locale.

1. **Effet négatif imprévu :**

Nous n’avions pas prévu :

- que les infirmières participant (sensibilisation, vérification des conditionnalités liés à la santé maternelle et infantile) aux semaines de “distribution de fonds” devaient parfois par manque de personnel fermer le centre de santé communautaire quelques heures, voire une journée entière ce qui privait le reste de la population de soin de santé en cas de besoin.

*Samira*

## Vente du matériel et retour aux occupations d’origine

Un projet avait été mise en place dans le cadre de la création d’emplois des jeunes au Burkina. L’objectif était de susciter l’esprit entrepreneurial au sein de la jeunesse. Dans l'accompagnement des jeunes le projet devrait doter du matériel minimum aux jeunes. Les bénéficiaires ont vendu le matériel et sont retournés à leurs anciennes occupation.

*Carine*

## Une pire expérience de vie

Pour reprendre le contexte du projet, une très jeune femme avait décidée de se porter volontaire aux élections municipales (mai 2018).

Elle était très motivée durant les cycles de formation et démontrait un grand intérêt pour la gestion publique. Elle a reçu beaucoup de soutien afin de pouvoir mener campagne de façon effective (parler en public, compétences sur certaines questions législatives, formations sur la confiance en soi, etc.). Elle a finalement été élue. Pour autant, un an après, alors que nous souhaitions qu’elle témoigne en tant que jeune (-25 ans) femme élue car nous pensions que cela pourrait représenter une “success story” qui motiverait d’autres jeunes femmes de suivre leurs rêves et leurs aspirations indépendamment de l'opinion public, elle a refusé et nous a confié que c’était la pire expérience de sa vie. En effet, dans la municipalité où elle avait été élue, elle était totalement exclue par ses collègues, persécutée, et son avis n’était jamais pris en compte, malgré de nombreuses tentatives de sa part d’apaiser la situation. L’objectif du projet était d’encourager les femmes à participer à la vie publique, pour autant pour cette participante, cela a été tout l’inverse, puisqu’elle s’est retrouvée exclue et d’autant plus discriminée après sa prise de position. Sur le moyen terme, le projet a eu un impact négatif sur cette personne, au niveau social, psychologique, peut être politique.

*Apolline*

## Des inondations suite à un bitumage hasardeux

Exemple : Effet imprévu.

Dans ma ville natale au nord du Congo (800 km de Brazzaville, environ 50 000 habitants). Ville enclavée depuis toujours : absence de routes, pistes agricoles, moyens de communication. Bref, une ville coupée du reste du pays. Alors qu’elle est la deuxième ville économique du pays après Pointe-Noire.

Un programme de désenclavement a été mis en œuvre par le gouvernement en 2014 : construction d’une route reliant la ville à Brazzaville la capitale du pays et implantation d’un barrage hydroélectrique, construction et bitumage des voiries urbaines dans la ville.

Après l'exécution du programme (comportant plusieurs projets : route, voiries urbaines, aéroport, électrification…), les populations constatent des phénomènes inattendus quelques mois et années plus tard : des inondations fréquentes dans la ville et environnants, suite aux travaux de bitumage hasardeux des voiries urbaines. Ces inondations sont la cause directe de nombreux problèmes : inondations des cultures/potagers et des champs agricoles.

Conséquence : raréfaction des produits alimentaires de première nécessité. Aussi, on peut noter la résurgence des maladies directement liées à la stagnation des eaux usées dans la ville (paludisme, choléras …) sans oublier la pollution des eaux potables et de la nappe phréatique.

N’oublions pas que le programme a tout de même été efficace dans l’atteinte de ses objectifs préalablement fixés notamment dans le soulagement des populations à travers la construction de ces infrastructures de base. Néanmoins, les populations déplorent les conséquences imprévues (impacts) de ces programmes qui affectent négativement leur mode de vie et leur environnement.

*Bertrand Simplice*

## Pressions sur les ressources hydriques

Au sud du Maroc, et précisément dans une ville qui s'appelle Zagora, le plan Maroc vert (un programme d'amélioration de la productivité agricole) a donné lieu à l'émergence de la culture des pastèques. A fil des ans, la communauté locale se rend compte que ce projet dégrade l'environnement de par la pression qu'il exerce sur les ressources hydriques

*Mhammed*

## Augmentation de la charge de travail des femmes

En Haïti, nous avons mis en place une formation aux techniques de construction locales améliorées pour des personnes qui veulent se former au métier d’artisan en bâtiment. L’association a une forte volonté d’intégrer le genre dans ses actions et il a donc été décidé de dédier entre 50 et 75% des places de formation aux femmes. Celles-ci ont été nombreuses à présenter leur candidature même si les stéréotypes véhiculés ne favorisent pas l’idée qu’une femme devienne artisan maçon. Les participantes sont très motivées et assidues. Cependant, nous nous sommes aperçus qu’il y avait des difficultés pour la garde des enfants (les confier à un membre de la famille, un voisin, ou payer quelqu’un pour s’en occuper ou aller les chercher à l’école) et que les femmes se retrouvaient avec une double ou une triple charge de travail (travail domestique, travail professionnel, mission citoyenne lorsqu’elles sont impliquées dans des associations ou collectifs). Dans certains ménages, les enfants ne mangent pas le midi, à moins qu’une voisine ne les nourrisse, même si le père est présent et disponible.

Marie

## La réhabilitation des femmes dans le monde rural.

Traditionnellement dans certaines zones rurales au sud du Maroc, le principal rôle de la femme est d'aider son mari dans les champs. Un projet de réhabilitation des femmes pour assurer leur autonomisation a été mis en œuvre dans une zone rurale au sud du Maroc (la création d’une association de femmes pour la fabrication et la vente de certains produits artisanaux directement et sans associer leurs maris à ce processus). La conséquence directe de la mise en place de ce projet est l’augmentation du taux de divorce dans cette zone suite à la contestation des hommes des mesures prises pour autonomiser leurs femmes.

*Mourad*

## Logements insalubres et effets du relogement

Le 5 novembre 2018 s’effondraient dans le centre-ville de Marseille deux immeubles de la rue d’Aubagne causant la mort de 8 personnes. Ce drame entraînait une prise de conscience sur la situation du logement insalubre dans la ville et ce sont plus de 2000 personnes qui seront délogées dans les mois suivant l’événement pour permettre lorsque cela est possible la réhabilitation de leur logement. Ces “délogés de la rue d’Aubagne” seront placés dans l’urgence dans des hôtels ou logements vacants et des services d’accompagnement social sont créés ad hoc pour les accompagner dans leurs démarches de réintégration de leur logement ou d’accès au logement social.

Si la réponse proposée apparaît pertinente au premier abord, elle a des impacts négatifs non envisagés à priori :

* pour les personnes sensées réintégrer leur logement, nombreuses sont celles qui ne le souhaitent pas du fait du traumatisme vécu, et du fait qu’un à deux ans plus tard, elles se sont installées avec bonheur dans des logements vacants de meilleure qualité et dans de nouveaux quartiers. Le retour au logement initial est donc vécu comme un traumatisme ;
* pour les personnes sensées obtenir un logement social, elles se retrouvent pour la plupart relogées dans des quartiers périphériques alors qu’elles avaient leurs vies dans le centre-ville, ce qui entraîne également des traumatismes constatés par les travailleurs sociaux ;
* corollaire du point précédent, des personnes éligibles aux logements sociaux et en passe d’y accéder avant la crise ne sont plus prioritaires ;
* enfin, cette crise largement attribuable à la municipalité et aux bailleurs privés pourrait leur bénéficier avec le relogement de populations à faibles revenus dans les quartiers périphériques et de probables “programmes de réhabilitation” aux potentiels effets gentrificateurs.

*Frédéric*

## Projet de construction d’un barrage hydroélectrique

L’étude d’impact environnemental réalisée au début du projet n’a pas pu identifier tous les villages qui seront impactés par le projet. Au fur à mesure que le projet avançait, certains villages non délocalisés ont commencé à subir les conséquences du projet, l’inondation due à la construction du barrage suivie de perte de maisons, des champs et même la mobilité (facilité de se déplacer) des habitants.

*Fatoumata*

## La forêt de Mbao, victime collatérale du projet de fermeture de la décharche de Mbeubeuss

Projet de fermeture de la décharge de Mbeubeuss à Dakar pour des raisons sociales, sanitaires, environnementales, (projet conforté par une étude d’impact environnemental de la décharge sur son environnement). L’objectif du projet était de fermer cette décharge pour les raisons précisées plus haut et de créer une entreprise d’économie sociale et solidaire (société des récupérateurs).

Paradoxe du projet : le site de la future société des récupérateurs se retrouve au cœur de la forêt classée de Mbao, un des poumons de Dakar. On perturbe donc un écosystème protégé pour régler une question environnementale avec l’aval des autorités institutionnelles en charge des questions environnementales, sans doute sous la pression des bailleurs et des populations riveraines de la décharge

*Cina*

## Intrants nocifs et inégalités

Dans le cadre d’un projet d’amélioration des revenus agricoles générés et gérés par les femmes dans une province du Mozambique, et leur inclusion dans des chaînes de valeurs locales et durables, une évaluation intermédiaire a mis en exergue un effet inattendu qui était notamment l’achat par les coopératives d'intrants nocifs pour l’environnement mais moins chers et donc permettant des récoltes et des marges plus importantes. Cela venait contredire l’aspect de durabilité et la prise en compte des aspects environnementaux.

Un autre effet imprévu était, alors-même que l’objectif était de sortir les femmes de la précarité, que les coopératives en charge de la sélection des bénéficiaires sur le terrain soutenaient davantage les femmes ayant déjà une activité dynamique car elles donnaient une image positive de l’avancée des actions et généraient des revenus. Les femmes qui devaient faire des kilomètres pour atteindre la parcelle mise à disposition ou qui n’avaient pas le soutien de leurs maris, finissaient par se retirer prématurément alors-même que par définition c’était elles qui auraient dû bénéficier du projet en priorité, dans un but de réduction des inégalités et d’autonomisation.

*Inès*

## La mise place d’un potager sur un terrain inoccupé devant la « Maison des enfants » (bâtiment municipal)

Sans concertation aucune mais parce que la médiathèque municipale avait obtenu des fonds dans le

cadre d’une action culturelle métropolitaine, la directrice a contacté un paysagiste pour aménager

un terrain en « potager ».

Aucune évaluation préalable n’ayant été effectuée ; le terrain s’est avéré être pollué donc un

surcoût au niveau de l’installation car il a fallu acheter des containers adaptés pour planter. Une

centaine de pieds de tomates du monde entier furent plantés et présentés aux élèves de la

commune et aux habitants lors d’ateliers partagés.

Cette action menée sur six mois s’est finalement terminée par l’abandon complet du lieu ; la

directrice de la médiathèque s’imaginant que les habitants s’approprieraient le lieu et

continueraient à l’entretenir, or dans ce quartier pavillonnaire les habitants disposent souvent d’un

jardin nourricier et ne voyaient vraisemblablement pas l’intérêt d’entretenir un lieu collectif.

## Grameen Danone au Bangladesh : quand l’innovation sociale se heurte aux réalités culturelles

Je pense au projet de nutrition proposé par Grameen Danone au Bangladesh. le mode de vente des yaourts a été pensé au plus près de la population cible avec des potentielles consommatrices également les vendeuses en “porte à porte” les Grameen Ladies.

Dans les effets imprévus du projet il y a eu :

* la méconnaissance du produit (par la population locale avec un 1er produit au “goût neutre” qui a dû être revu
* et le mode de vente, les « Grameen Ladies » qui au début étaient censées vendre dans leur village mais également dans les villages alentours, or elles ont été considérées comme des mendiantes, le pire des statuts au Bangladesh.

*Florence*

## L’impact des fonds structurels européens sur le développement des régions : une absence de consensus méthodologique

Ma première revue de littérature avait pour objectif d’apprécier le rôle des fonds structurels européens dans le développement des économies régionales, en d’autres termes, les fonds structurels européens ont-ils un impact sur le développement des régions ?

Un an de recherche plus tard, je suis venue à bout de cette revue et j'ai énoncé un premier constat : À ce jour, il n’existe aucun consensus scientifique quant à l’impact des fonds structurels sur les régions. Ce constat, bien que problématique, apparaissait presque logique au vu des divergences méthodologiques présentes au sein de chaque article étudié.

Ces différences de méthodes sont d’abord relevées par Fiaschi (2008) puis par Becker (2010) et concernent le type de fonds structurels analysés, la taille de l’échantillonnage ainsi que la période de programmation étudiée. Les articles diffèrent également au niveau des techniques économétriques employées (MCO, panel, avec ou sans effets spatiaux, contrôle d’endogénéité, etc) et au niveau du choix de la variable d’intérêt (PIB/h, productivité du travail, productivité totale des facteurs...).

Pour Busillo et al (2010), l’absence de consensus est liée aux difficultés techniques rencontrées pour isoler les effets de la politique de cohésion des effets induits par d’autres facteurs. Il est vrai que les analyses économétriques sont parfois entravées par des questions de causalité inverse, d’erreur de mesure et de prise en considération de variables potentiellement importantes telles que les retombées spatiales.

Enfin, Ferry (2015) souligne les obstacles méthodiques et techniques liés à la difficulté d’obtenir des données de qualité sur la réalisation des programmes permettant ainsi de mener des évaluations d’impact robustes avec un minimum de biais.

Compte tenu de l’ensemble de ces résultats, l’absence de consensus quant à l'impact des fonds structurels sur les régions apparaît comme inévitable et témoigne de la nécessité de préciser le questionnement lié à l’impact d’une politique publique et de développer un cadre d’évaluation commun.

*Marine*

## Microcrédit en Afrique de l'Ouest : réajustement des calendriers de remboursement pour briser le cercle vicieux de la 'poverty trap' agricole

Lors de mon implication sur un projet de microcrédit en Afrique de l’Ouest (Togo) et étant en charge de son suivi et évaluation, à mon arrivée (le projet était déjà en cours) je me suis vite aperçu qu’il y avait un grand pourcentage de bénéficiaires qui avaient tendance à renouveler leur prêt à échéance (en particulier dans le secteur agricole).

Le fait de ne pas prendre en compte le flux de trésorerie sur l’année et surtout au moment de la plantation a obligé certains groupements d’agriculteurs à acheter les semences à crédit auprès des multinationales (comme Monsanto). Le contrat d’achat obligeait les agriculteurs à vendre leurs récoltes en fixant en amont les conditions et les prix de vente selon des conditions défavorables (dans tous les cas, positifs ou adverses en termes de volume de récolte). Cela a créé un cercle vicieux de ‘poverty trap’ qui ne leur permettait de sortir de la dépendance du prêt.

La révision des calendriers des remboursements leur a permis d’avoir suffisamment de liquidité pour acheter librement leurs semences (auprès des banques locales des semences) et vendre leurs récoltes à des coopératives locales au prix du marché ou selon un système de credit warrant.

*Nunzio*

## Cohésion sociale et redistribution : Le rôle clé d'un chef de village dans l'aide alimentaire"

Lors de la mise en œuvre d’un programme de sécurité alimentaire sur lequel j’ai pris part, il était prévu de booster la production agricole en donnant des semences aux producteurs dans les communautés. il s’est avéré que ces semences étaient consommées dans les ménages.

Dans le cadre de la distribution alimentaire aux ménages vulnérables dans une communauté, le chef de village reprenait tous les vivres et redistribuait à l’ensemble de tous les ménages du village sans exception. Cela a renforcé la cohésion sociale.

*Amidou*

## Promotion des produits locaux et déforestation massive

Dans la cadre de la mise en œuvre d’un projet de promotion des produits locaux, dans le, cadre de l’appui aux initiatives des producteurs, le projet a financé la construction d’un pont sur la route reliant les villages de production au principal marché de la zone.

Grâce au pont les véhicules de transport de bois ont eu accès aux villages, ce qui a abouti au développement du commerce du bois et du charbon de bois, contribuant à une déforestation massive

*Boubacar*

## Accès à l’eau et fermeture des classes

Un projet d’eau potable dans une zone d’insécurité au nord du Mali. Le projet a réalisé un point d’eau dans une école. Comme les groupes armés rebelles de cette zone n’apprécient pas l’école de façon générale, ses groupes armés se sont installés dans la cour de l’école pour prendre par la même occasion le contrôle total du point d’eau et procéder à la fermeture des classes.

*Dioro*

## Évolution des règles sociales

L’effet imprévu du programme intitulé « accompagnement des organisations paysannes faîtières pour la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles et la promotion des exploitations agricoles familiales » était sur le plan social.

Le programme est parti du constat que les femmes ont beaucoup de réussite dans l’embouche des petits ruminants. Sachant cela, les commerçants de bétail leur donnent quelques têtes de petits ruminants à emboucher contre quelques broutilles d'argent. Elles sont exploitées par cette pratique.

Cette discrimination a créé des inégalités et disparités qui sont en défaveur des femmes.

C’est ainsi que le programme a introduit le concept ‘’Elevage de case’’ qui consiste à octroyer deux femelles et un mâle de petits ruminants pour lutter contre l’exploitation des femmes par les commerçants de bétail.

L’effet imprévu est que dans certains villages non couverts par la zone d’intervention du programme, la coutume interdit aux femmes de faire l’élevage des petits ruminants femelles. Le motif avancé est que la femme qui fait l’élevage des femelles va multiplier son troupeau et rivalisera son mari qui à la suite n’aura plus d’autorité dans la famille.

Aujourd’hui grâce aux interventions du programme à travers l’activité d’élevage de case cet interdit fait aux femmes est levé dans ces villages.

Ce bouleversement d’ordre social n’était pas prévu par le programme.

*Idrissia*

## Une porte d’entrée pour les projets futurs

Un projet d’épargne et de crédits mis en œuvre en faveur des groupements de femmes dans les villages avait au départ comme finalité de réhabiliter l’image de la femme rurale.

A l'évaluation, les impacts économiques dans les villages suite au développement constant des activités génératrices des femmes et le maintien à l’école des enfants de celles-ci étaient beaucoup plus perceptibles.

En plus, les femmes de par leur pouvoir économique étaient plus respectées par leurs maris et mais également invitées à prendre part à toutes les réunions concernant le développement des villages.

A présent, les groupements mis en place sont fonctionnels et constituent la porte d’entrée principale de beaucoup d’autres projets

*Mamadou*

## Expulsés

Dans les années 2000 au Niger, je travaillais sur un projet qui réalisait des infrastructures hydrauliques en milieu rural.

D’une façon générale, les populations étaient très contentes lorsque nous intervenions dans leur village parce les puits que le projet faisait construire, amélioraient la vie des gens de façon significative.

Pourtant un jour dans un hameau assez peuplé, la population n’a pas été enthousiaste quand nous sommes venus leur proposer de réaliser un puits. Ils ont quand même accepté et ont participé aux travaux qui se sont très bien passés d’ailleurs.

Mais quelques années plus tard, nous avons appris que ces populations avaient été chassées. Elles résidaient en fait sur un terrain qui ne leur appartenait pas et qu’on leur laissait parce qu’il n’avait pas de valeur. Mais la présence du point d’eau a changé la donne et les propriétaires terriens ont finalement récupéré leur bien. Un état des lieux adapté aurait permis de comprendre cette situation et d’envisager peut-être d’autres solutions.

*Jacques*

## Effet domino

Un des effets positifs imprévus que j’ai pu constater est un changement de comportement élargi à d'autres zones qui ne sont pas des zones d’intervention du projet.

Afin d’accompagner les producteurs pour un meilleur rendement agricole, le projet a formé deux jeunes par village à la collecte et diffusion des prévisions et conseils agro-météorologiques reçu par Mali météo.

Grâce à ce système les producteurs ont pu optimiser leur planification agricole, adopter les bonnes pratiques, utiliser des semences adaptées à leur contexte climatique locale et augmenter leur rendement d’au moins 30 %.

Ce résultat a créé un changement de mentalité des producteurs qui au départ pensaient que les conseils météo étaient une perte de temps et qu’ils ne sont pas crédible, maintenant des producteurs des villages voisins envoient du crédit de communication dans le téléphone des collecteurs météo pour faciliter la diffusion des informations et sollicitent aussi les collecteurs afin de mettre en place le même mécanisme et former des jeunes.

*Adama*

## L’exode des talents

Dans le cadre du développement média, nous travaillons avec des partenaires médias locaux pour les renforcer dans le cadre de nos projets. Or, en formant les journalistes de ces médias, ces derniers auront accès à de nouvelles opportunités d’emplois, notamment auprès de médias internationaux capables d’offrir de meilleurs salaires. Les médias bénéficiaires, à mesure que nous formons leurs membres, peuvent perdre leurs éléments les plus compétents.

*Régine*

## Quand l’accompagnement au changement relève un grand écart des valeurs

Je pense à un effet imprévu d’une prestation avec une organisation que nous avons accompagnée dans une démarche de transformation et de changement. Notre intervention a mis en exergue les très fortes dissonances qui existaient au sein de cette organisation.

Nous nous attendions à des dissonances au niveau des salariés mais pas à ce point car certains salariés sont partis, ou ont été repris par leur direction car ils étaient trop éloignés de la vision et culture commune. Les valeurs portées par la structure n’ont pas été respectées pendant notre collaboration et cela s’est vu.

Nous savions que notre intervention pouvait secouer des choses mais nous n’avions pas prévu que cela aille “si loin”, que cela ait des conséquences au niveau RH, et aussi dans la gouvernance.

*Sophie*

## Marchandisation de l’eau

Un effet négatif du développement du secteur de l’eau au Niger (politique sectorielle) a été l’émergence de la gestion déléguée du service public de l’eau. Aujourd’hui les usagers et les acteurs locaux (collectivités territoriales) sont otages des opérateurs privés qui ont ‘’marchandisé’’ le secteur au détriment de sa vocation sociale. Outre cette marchandisation, les bénéficiaires sont pris au piège des faiblesses techniques et opérationnelles des opérateurs qui au gré de leurs intérêts laissent le parc des ouvrages en état de délabrement et de dysfonctionnement prolongé.

Prosper

## Domination masculine

Je travaille essentiellement sur des projets d’agriculture durable, notamment en matière d’environnement donc je n’ai pas d’exemple de projet qui ait eu un impact environnemental négatif (heureusement !)

Il m’est par contre parfois arrivé d’avoir un impact social négatif : par exemple la mise en place d’activités pour des jeunes garçons au sein d’une structure gérée par des femmes au Swaziland (qui s’appelle désormais Eswatini). Le résultat a été que les femmes étaient sous la “domination” des hommes (même si c’étaient des jeunes hommes) et avaient perdu leur indépendance dans les prises de décision.

Safy

## Inondations

Un exemple d’effets négatifs ou imprévu d’un projet est celui de la mise en place d’une bibliothèque du réseau de la fondation Vallet dans une zone marécageuse. Cela entraine de grandes inondations en saison de pluie car le bâtiment est construit sur un terrain qui faisait office de réceptacle d’eau pour un quartier de près de 300.000 habitants.

*Auguste*

## Les effets multiples d’un changement d’usage

Une commune rurale de -7000 habitants (Commune “L”) choisit en 2008 de supprimer une place arborée au prétexte d’éviter les attroupements de jeunes en situation d’addiction ; de créer des places de parking manquantes.

Le projet de parking est réalisé et une fois par mois le parking se transforme en marché ouvert (dans l’attente des financements pour réhabiliter le marché couvert).

Impact négatif : les jeunes en situation d’addiction se sont dispersés en sous-groupes dans tous les coins de la ville : devant l’église (ce qui perturbe les célébrations religieuses) ; sur la place de jeux des enfants (les parents ne peuvent plus y amener leurs enfants) ; dans les abris bus (les voyageurs attendent sous la pluie ou le soleil l’arrivé du bus ; devant la poste (un sentiment d’insécurité est né chez les aînés qui vont à la poste).

-Des bouteilles et des mégots de cigarettes sont jetés dans tous ces espaces de regroupement (pollution environnementale).

-Les parents ne venant plus sur la place de jeux des petits, n’achètent pas de glace, friandise et gâteau (le boulanger a observé une baisse de son CA : impact économique ; désocialisation ; le vivre ensemble en péril).

-Les aînés vont de plus en plus à la poste de la commune voisine et font leurs courses dans les épiceries de la commune voisine ; les épiceries et magasins de la commune “L” se plaignent d’une baisse sérieuse de leur CA (impact économique négatif).

-Les habitants fréquentent de moins en moins le centre bourg (le vivre ensemble et la dynamique sociale semble rompu).

-Les seuls arbres (des amandiers) qui étaient sur la place et dans la ville ont été arrachés : impact environnemental fort du fait de la disparition de la biodiversité (oiseaux, papillons).

-Plusieurs demandes de prise en charge formulées à la ville par des usagers qui ont eu des entorses suite à des chutes causés par les pavés dans le parking (problématique risque).

*Véronique*

## Changement d’images

Les effets négatifs que nous rencontrons souvent sur nos projets sont liés aux sujets qui sont développés par nos bloggeurs. Par exemple un article sur le sujet de la « Violence Basée sur le Genre » a eu comme conséquence de nous donner une image d’association qui veut vendre la culture occidentale au Mali auprès de beaucoup de personnes.

Des articles aussi de notre projet « Benbéré Vérif » qui vont aussi dans le sens de démentir des informations mensongères publiées contre la France, font passer l’association DONIBLOG comme une structure à la solde de la France dans notre environnement.

*Amadou*

## Augmentation des loyers

Effet partiellement négatif du versement des allocations logements

Il est connu que les loyers réagissent (en partie) à la hausse lorsque les personnes locataires sont éligibles aux allocations logements

Effet d’une discrimination positive qui mériterait d’être adossée à d’autres critères

Si l’on subventionne les ménages pour accession à la propriété mais que la demande est déjà tendue, la subvention aura pour effet d’augmenter la demande et se traduira par une augmentation des tarifs

*Claude*

## Exploitation sexuelle

La banque mondiale a financé un projet de réhabilitation des voies routières en

République Démocratique du Congo et pendant la mise œuvre on a remarqué que les travailleurs qui

étaient embauchés dans le cadre du projet se donnaient à l’exploitation sexuelle dans les

communautés bénéficiaires. Ceci a fait que la banque suspende le projet pour former d’abord les

agents sur l’abus et exploitation sexuel.

Il y avait un autre projet de l’élargissement de la voirie dans la ville Bukavu qui a conduit à la

démolitions des maisons construites à quelques mètres de la route.

*Germain*

## Durabilité compromise

Dans le cadre d’un projet au Maroc porté par une ONG espagnole pour la mise en place d'unités publiques de protection de l’enfance en partenariat avec le Ministère du développement social.

Initialement l’ONG espagnole avait convenu avec le Ministère de les accompagner dans la mise en place de ces dispositifs (construction, formation, recrutement de l'équipe,..) et que par la suite le Ministère se chargerait de leur durabilité. Sur ce point, un décret avait été rédigé pour rendre ces unités publiques (fonctionnement assuré par le budget de l’Etat). Ce décret n’a jamais été promulgué et à défaut ils ont créé une association à qui il versait des subventions. Ceci constituait une solution intermédiaire mais pas sans conséquence sur la pérennité des unités.

*Mouna*

## Absence d’appropriation et arrêt net du projet

Dans le cadre d’un projet d'alphabétisation au bénéfice des femmes du milieu rural. En effet, le projet a pris en charge l'ensemble des coûts le temps de la durée du projet avec l’engagement que la communauté elle-même poursuivra la prise en charge de la formation pour la pérennisation. Cette gratuité a eu pour effet négatif l'arrêt total des sessions de formation à la fin du projet. En effet, les populations n’ont pas voulu financer leur part, comme convenu, le renouvellement des cycles de formation.

Nous en avons tiré comme conclusion qu’il faut impliquer les populations bénéficiaires, aussi infime que soit leur contribution (même en nature), dans la prise en charge de certains aspects de la formation.

*Moussa Doumbia*

## L’efficacité comme seule ligne de mire

En toute sincérité, au cours de mes années d'expériences au sein d’organisations internationales dans le domaine du développement je n’ai pas eu connaissance d’évaluations d’impact. La majorité des évaluations dont j’ai pris connaissance étaient des évaluations finales focalisant principalement sur l'atteinte ou non de résultats énoncés des programmes/projets (efficacité).

Sana